

# **Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime**

## **Conseil d'administration**

**Séance du 12 novembre 2024**

### **Extrait du Procès-verbal**

### **Délibération n°90-2024 DECISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET PRINCIPAL**

Le 12 novembre 2024, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du SDIS à Périgny, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

**Date de la convocation** : le 17 octobre 2024

#### **Etaient présents :**

##### **Membres ayant voix délibérative :**

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BARRAUD, BAUDON, BESSON, BLANC, BOTTON, CABRI, CAMPODARVE, DE ROFFIGNAC, DUGUE, GRENON, LABARRIERE, MARCHAIS, PONS, SOULISSE.

Nombre de conseillers en	exercice :	22
	quorum :	12
	présents :	16

##### **Membres de droit :**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture, Mme le payeur départemental

##### **Membres ayant voix consultative :**

Madame et Messieurs : le contrôleur général MARCAILLOU, le capitaine DUMILLARD, PINAUD.

##### **Assistaient également :**

Madame et Messieurs : CHEDOUTEAUD, le colonel LEPAGE, la secrétaire générale du Conseil départemental, les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement.

##### **Etaient excusés :**

Monsieur le Préfet

Mesdames et Messieurs : DESPREZ, GUILLEN, GRAU, LIGONNIERE, MARCILLY, NASSIVET, PAPINEAU, PROU, PROTEAU, RAFFARIN, SUEUR, VILLAUTREIX, le médecin-colonel AUDFRAY, le sergent-chef PRIOUR, le sergent-chef FERRY, le lieutenant LARGE, le capitaine FAIVRE, l'adjudant-chef RUCHAUD, le sergent-chef BENOIST

**DECISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET PRINCIPAL**

**Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération n°24-2024 du Conseil d'administration du 14 mars 2024 portant adoption des budgets primitifs 2024 du budget principal et du budget annexe du centre de secours des zones de baignade,

**Vu** la délibération n°57-2024 du Conseil d'administration 27 juin 2024 portant adoption de la décision modificative n°1 du budget principal,

**Vu** le tableau récapitulatif relatif à la décision modificative n°2 du budget principal,

**Vu** le rapport du président du Conseil d'administration,

Les écritures présentées dans le cadre de cette décision modificative ont pour objet principal l'actualisation et l'ajustement des prévisions de dépenses et de recettes d'investissement et de fonctionnement du budget principal.

**La décision modificative n°2 du budget principal procède aux écritures suivantes.**

**I – BUDGET PRINCIPAL**

**1/ En section de fonctionnement**

**+ 126 056,85 € de recettes**

***Recettes complémentaires :***

➤ Au chapitre 78 :

**Article 7817 :** + 126 056,85 €, reprises sur provisions pour dépréciation des actifs circulants.

Il s'agit de prendre en compte, dans le cadre d'une créance ayant fait l'objet d'une provision, les remboursements ainsi que le versement par une étude notariale du produit de la vente d'un bien immobilier figurant dans l'actif de la succession du débiteur qui ont eu lieu au cours de l'année 2024 et qui représentent l'intégralité des sommes restant dues.

**+ 126 056,85 € de dépenses**

***Dépenses complémentaires :***

➤ Au chapitre 68 :

**Article 6815 :** + 10 000,00 €, dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement.

Le budget du concours de sergent 2024-2025 a prévu une provision pour risques et charges afin de faire face aux frais inhérents à tout contentieux.

**Article 6817 :** + 1 011,36 €, dotations aux dépréciations des actifs circulants.

Conformément au référentiel budgétaire et comptable M57, en application des principes de prudence et de sincérité, toute entité publique locale a l'obligation de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré et une dépréciation dès la perte de valeur d'un actif. Le montant de cette provision a été déterminé avec le Payeur départemental sur la base des titres de recette faisant l'objet d'un passage en recouvrement contentieux.

➤ Au chapitre 042 :

**Article 6811** : + 150 000,00 €, dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles.

Le référentiel M57 pose, pour principe, le caractère obligatoire de l'amortissement des immobilisations au prorata temporis. La prévision initiale au budget primitif 2024 du budget principal étant insuffisante pour couvrir le montant des dotations aux amortissements des biens mis en service au cours de l'exercice 2024, un abondement est nécessaire.

**Dépenses à déduire :**

➤ Au chapitre 011 :

**Article 6132** : - 30 000,00 €, locations immobilières.

Le montant des crédits budgétaires inscrits au budget primitif 2024 pour les locations immobilières au titre des logements attribués par nécessité absolue de service comprend l'attribution de deux logements supplémentaires. En l'absence de réalisation, la somme peut être reprise.

**Article 6188** : - 4 954,51 €, autres frais divers.

## **2/ En section d'investissement**

### **- 1 979 313,78 € de recettes**

**Recettes complémentaires :**

Au chapitre 024 :

**Article 024** : + 37 000,00 €, produits des cessions d'immobilisations.

Il s'agit de prendre en compte les produits des ventes supérieurs aux prévisions.

Au chapitre 10 :

**Article 10222** : + 90 456,22 €, FCTVA.

La prévision prudente peut être ajustée définitivement suite à la réception de l'avis d'attribution du FCTVA effectuée pour l'exercice 2024.

Au chapitre 040 :

**Article 281561** : + 150 000,00 €, amortissements du matériel roulant d'incendie et de défense civile.

**Recettes à déduire :**

Au chapitre 13 :

**Article 1313** : - 946 770,00 €, subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables - départements.

La subvention accordée en 2023 par le Département d'un montant de 890 000,00 € engagée en 2023 et reportée par le SDIS sur l'exercice 2024, ne sera pas versée par le Département. Il convient de l'annuler.

En raison de la suspension du projet de réhabilitation bâtementaire du CIS de Surgères et de l'avancement du chantier du CIS de Saint-Jean-d'Angély, la prévision budgétaire de la subvention de 56 770,00 € est également mise en suspens.

Au chapitre 16 :

**Article 1641** : - 1 310 000,00 €, emprunts en euros.

Il convient de revoir le montant initialement prévu pour l'emprunt de 5 410 000,00 € afin d'équilibrer le financement du budget et de le minorer pour le porter à 4 100 000,00 €.

## **- 1 979 313,78 € de dépenses**

### **Hors autorisations de programmes**

#### ***Dépenses complémentaires :***

##### **- Au chapitre 21 :**

**Article 21351** : + 39 628,00 €, installations générales, agencements, aménagements des constructions - bâtiments publics.

Ces dépenses concernent la mise en œuvre de la fibre au CIS de Saint-Aigulin et des travaux importants de réparation concernant le centre de commandement et le CIS de Jonzac.

**Article 21535** : + 60 000,00 €, installations, matériel et outillage techniques - Réseaux de transmission.

Ces dépenses concernent l'acquisition de consoles d'alerte.

**Article 21568** : + 12 856,65 €, autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile.

Il s'agit d'acquérir des matériels en remplacement d'équipements sinistrés et de mettre en œuvre un dispositif d'amélioration des conditions de transport sanitaire des personnes corpulentes (système LBS).

##### **- Au chapitre 23 :**

**Article 2328** : + 59 898,00 €, autres immobilisations incorporelles.

Il s'agit de modifier l'imputation de certaines dépenses pour un montant de 59 898,00 € dont la réalisation s'effectuera sur deux exercices et qu'il faut par conséquent comptabiliser sur un compte d'immobilisation en cours (article 2051 concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires).

##### **- Au chapitre 204 :**

**Article 204181** : + 6 000,00 €, subventions d'équipement versées - organismes publics divers - biens mobiliers, matériel et études.

**Article 204183** : + 44 000,00 €, subventions d'équipement versées - organismes publics divers - projets d'infrastructures d'intérêt national.

Le programme Réseau radio du futur qui vise à doter l'ensemble des acteurs de la sécurité et du secours, d'un réseau mutualisé de communications mobiles critiques très haut débit, interopérable, sécurisé, résilient et bénéficiant du mécanisme de priorité-préemption offre la possibilité aux SDIS de recourir à des subventions d'équipement pour le matériel et pour l'infrastructure. En contrepartie, les subventions conféreront le droit à une réduction des coûts de fonctionnement.

#### ***Dépenses à déduire :***

##### **- Au chapitre 20 :**

**Article 2051** : - 129 898,00 €, concessions et droits similaires.

D'une part, il s'agit de modifier l'imputation de certaines dépenses pour un montant de 59 898,00 € dont la réalisation s'effectuera sur deux exercices et qu'il faut, par conséquent, comptabiliser sur un compte d'immobilisation en cours (article 2328 autres immobilisations incorporelles).

D'autre part, il est proposé de réattribuer un montant de 60 000,00 € de crédits budgétaires disponibles sur cette imputation suite à la reprogrammation de projets d'évolution de logiciels pour l'acquisition de matériels de transmission (article 21535 installations, matériel et outillage techniques - Réseaux de transmission).

Enfin, il convient de constater un reliquat de crédit budgétaire de 10 000,00 €.



## Au sein des autorisations de programmes

### **Dépenses complémentaires :**

#### ➤ **Autorisation de programme n°332022 – « Entretien et rénovation du patrimoine du SDIS »**

**Article 2313** : +37 500,00 €, immobilisations corporelles en cours - constructions.

Il s'agit de finaliser les travaux entrepris à la plateforme logistique.

**Article 2328** : + 41 380,00 €, autres immobilisations incorporelles.

Cet abondement permettra la mise en œuvre d'un audit énergétique concernant 25 bâtiments du SDIS.

### **Dépenses à déduire :**

#### ➤ **Autorisation de programme n°272019 « Parc roulant et embarcations »**

**Article 21561** : - 1 050 000,00 €, matériel roulant d'incendie et de défense civile.

Outre l'impact à la baisse de la non réalisation d'un achat de berce hytrans, il faut également souligner les gains non négligeables sur le prix d'achat de véhicules par rapport aux estimations initiales.

#### ➤ **Autorisation de programme n°302021 – « Réaménagement et agrandissement du CTA-CODIS »**

**Article 2188** : - 15 000,00 €, autres immobilisations corporelles.

**Article 2313** : - 438 575,86 €, immobilisations corporelles en cours - constructions.

Les réductions des inscriptions budgétaires font suite à la suspension du projet bâtiminaire du CTA-CODIS.

#### ➤ **Autorisation de programme n°352023 – « Restructurations et réaménagements de centres d'incendie et de secours »**

**Article 2313** : - 647 102,57 €, immobilisations corporelles en cours - constructions.

Cette diminution des inscriptions budgétaires fait suite à la suspension du projet de réhabilitation du CIS de Surgères.

**Après en avoir délibéré**, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- d'approuver la décision modificative n°2 du budget principal.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

**Certifié, publié et exécutoire**

le 12 NOV. 2024

C12112024 DEL 90

Pour le Président du conseil d'administration  
et par délégation  
le Directeur départemental

Contrôleur général Didier Marcaillou

Le Président du Conseil d'administration

  
Stéphane VILLAIN